

**MAIRIE DE CHANAC**  
**48230**

**A\_2024\_114**

## **ARRETE REGLEMENTANT LE STATIONNEMENT ET LA CIRCULATION DES VEHICULES**

NOUS, Philippe ROCHOUX, Maire de la Commune de Chanac,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Voirie Routière,

VU le Code de la Route et notamment l'article R 411-21-1,

VU l'arrêté modifié le 7 juin 1977 portant approbation de la 4<sup>ème</sup> partie « signalisation de prescription » du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,

VU l'arrêté modifié du 06 novembre 1992 portant approbation de la 8<sup>ème</sup> partie « Signalisation temporaire » du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière,

VU l'arrêté n° A\_2020\_25 en date du 23 mai 2020 portant délégation de signature,

VU la demande de l'entreprise SOGETREL-YB (rue Octave Camplan, 30000 NIMES) en date du 29 août 2024,

CONSIDERANT que des travaux sur le réseau Télécom nécessitent que la circulation soit réglementée et qu'il appartient à l'autorité municipale de prendre toutes dispositions afin d'assurer l'ordre et la sécurité publique,

### **ARRETE**

Article 1 : En raison du motif ci-dessus indiqué, des restrictions devront être apportées à la réglementation générale de la circulation.

Article 2 : Ces restrictions à la circulation des véhicules s'appliqueront du lundi 09 septembre 2024 au vendredi 20 septembre 2024.

Durant cette période :

- Le stationnement sera interdit à tous les véhicules rue Lucien Gache sur toute la longueur des parcelles cadastrées section B n ° 1673, 1195, 1196 conformément au plan ci-joint.
- Afin de faciliter la fluidité du trafic des véhicules, l'entreprise SOGETREL-YB précédera à une mise en alternat de la circulation avec risque d'attente.

Article 3 : La signalisation de chantier réglementaire, conforme aux prescriptions particulières sera mise en place et entretenue (de jour comme de nuit) par l'entreprise SOGETREL-YB. Celle-ci sera

et demeurera entièrement responsable de tous les incidents ou accidents qui pourraient survenir du fait du chantier.

Article 4 : Le présent arrêté devra obligatoirement être affiché sur le site du chantier par l'entreprise.

Article 5 : Le Tribunal Administratif de Nîmes peut être saisi, par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 6 : Monsieur le Maire de Chanac,  
Monsieur le Commandant de Groupement de Gendarmerie de la Lozère,  
sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Chanac, le 05 septembre 2024,

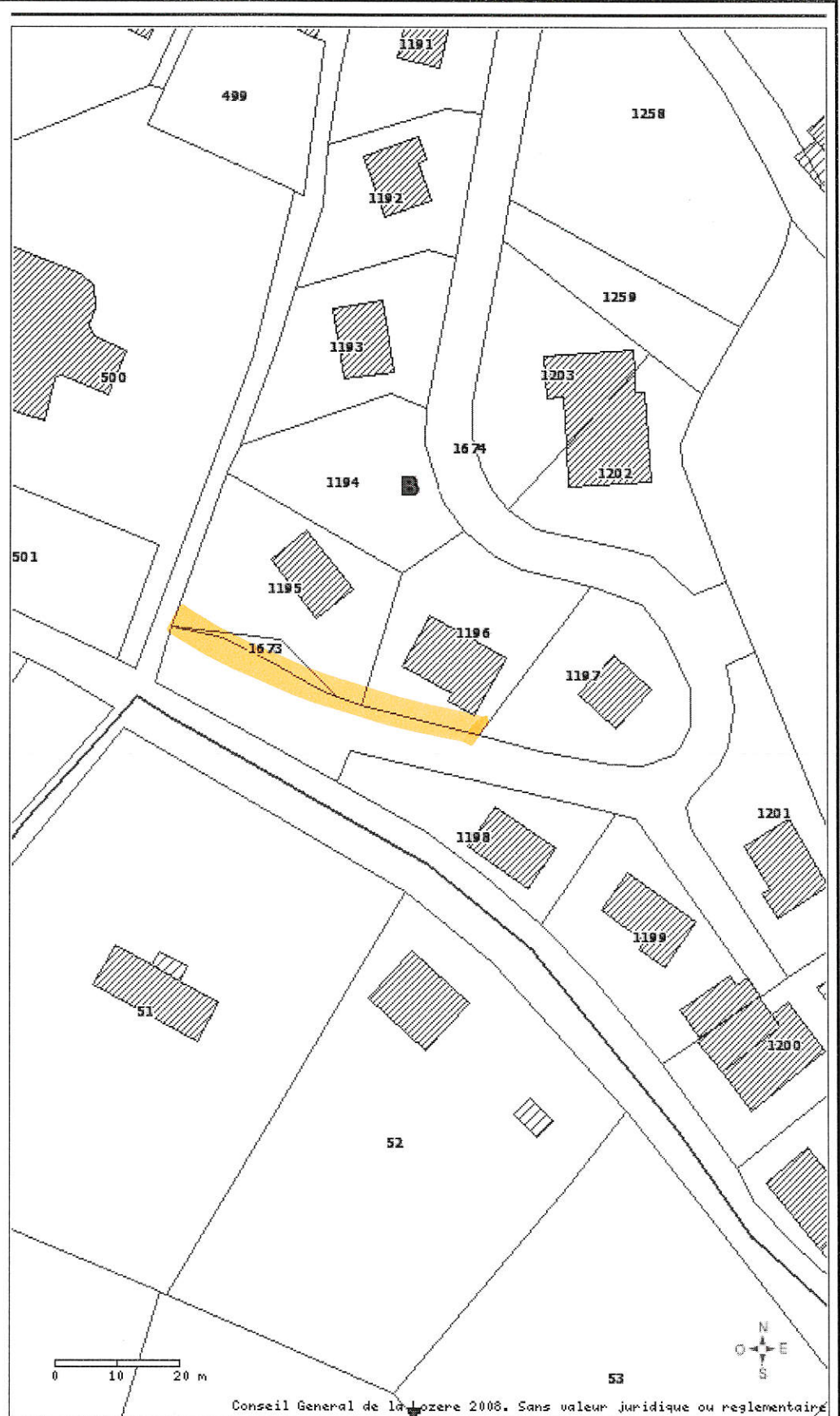
L'Adjoint au Maire,



Noël LAFOURCADE.



- Légende :
- Parcèle
  - Section
  - Département
  - Communes au 01/01/2019
  - Bâti
  - Bâti dur
  - Bâti léger



Conseil General de la Lozere 2008. Sans valeur juridique ou reglementaire

05-09-2024